

Compte-Rendu du Conseil Municipal du 29 mai 2012

Conseillers élus : 23
Conseillers en fonction : 23
Conseillers présents : 17

Sous la présidence de M. STRAUB, Maire

Etaient présents: Mmes GAUGIN - MAHIEU - PALUCCI - M. NAVROT - NICOLAY - DHIOS - Adjoints.

Mmes ANTOINE- HERZHAUSER - FLORI
M. KAUFFER - VINCENT - PERRET - TISON - BRABLE - OMINETTI - QUINIO Conseillers.

Absents excusés : M. CORTINA →procuration à M. le Maire
Mme DILLER →procuration à Mme FLORI
Mme PATRICOLA →proc à Mme MAHIEU
Mme ANDRE →procuration à M. DHIOS
Absents: M. LORANG – Mme CUSUMANO

Date d'envoi de la convocation : 23 mai 2012

Secrétaire de séance : Mme FLORI

Ordre du jour

1. Approbation Conseil Municipal du 27 mars 2012
2. Achat d'un véhicule électrique – Conditions de paiement
3. TLPE : Nouveau contrat – décision à intervenir
4. Bibliothèque - Contrat de maintenance MICROBIB
5. Vente de terrains communaux
6. Bibliothèque : Divers points
 - a) Dissolution de l'association Lire à Scy et reprise de la gestion de la bibliothèque par la commune
 - b) Convention de partenariat pour le développement de la lecture publique entre la commune et le conseil général de la Moselle
 - c) Nomination d'un responsable de la bibliothèque
 - d) Création d'une régie de recettes et nomination d'un régisseur
 - e) Attribution d'une indemnité de régisseur
 - f) Tarifs des cotisations
7. Embauche animateurs occasionnels pour les animations estivales 2012
8. Urbanisme – Majoration de 30 % des règles de constructibilité –Décision à intervenir
9. Jury Criminel 2013
10. GrDF – Redevances 2012
11. Droit de Préemption Urbain
12. Divers

1) OBJET : APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 27 MARS 2012

Aucune observation n'ayant été formulée, le compte rendu du Conseil Municipal du 27 mars 2012 est approuvé à l'unanimité.

2) OBJET : ACHAT D'UN VEHICULE ELECTRIQUE – CONDITIONS DE PAIEMENT

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY rappelle au Conseil qu'il a été décidé lors de l'établissement du budget primitif l'acquisition d'un véhicule électrique.

La société JARDILOR propose plusieurs conditions de financement :

- 1- paiement en une fois
- 2- crédit sur 2, 3 ou 4 ans, coût du financement « 0 ».

Monsieur NICOLAY propose d'opter pour un crédit sur 2 ans avec un montant à financer de 15 000 € HT.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide d'opter pour le paiement, selon l'offre de financement John Deere Crédit, sur 2 ans sans intérêts, soit 7 500 € HT par an, pour l'acquisition du véhicule utilitaire électrique de démonstration John Deere type Gator TE dans le cadre de l'offre commerciale initiée par les Ets JARDILOR

Adopté à l'unanimité.

3) OBJET : TLPE – NOUVEAU CONTRAT – DECISION A INTERVENIR

Rapporteur : Monsieur BRABLE

Suite à différents problèmes rencontrés avec la société ELIGEO qui avait été retenue dans le cadre de la mise en place et du suivi sur 3 ans de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure, Monsieur le Maire a procédé à la résiliation du contrat pour cause d'engagements non respectés et contact a été pris avec la société REFPAC qui avait déjà remis une offre l'an passé.

Après avoir reçu en mairie le représentant de la société et négocié les termes du contrat, une nouvelle offre est parvenue en mairie avec une durée de contrat de 36 mois et un montant des honoraires fixés à 8 % HT par an du montant total des émissions de titres de recette liée à la TLPE de l'année concernée.

Pour information, le taux était de 10 % l'an passé. Les prestations restent identiques. Cette taxe devrait rapporter environ 8 000 €/an.

M. le Maire propose d'envisager une franchise car de nombreux assujettis le sont pour des sommes ridiculement faibles.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **décide** de changer de prestataire et autorise le Maire à signer le nouveau contrat avec la société REFPAC.

Adopté à l'unanimité.

4) OBJET : BIBLIOTHEQUE – CONTRAT DE MAINTENANCE MICROBIB

Rapporteur : M. Le Maire

Il convient de délibérer comme chaque année sur le renouvellement du contrat de maintenance du logiciel MICROBIB installé à la bibliothèque et couvrant la période du 01/06/2012 au 31 mai 2013.

Le montant de la redevance est de 210 € HT (208 € en 2011)

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **décide** le renouvellement du contrat de maintenance avec la société Microbib pour un montant de 210 € HT.

Adopté à l'unanimité.

5) OBJET : VENTE DE TERRAINS COMMUNAUX

Rapporteur : M. BRABLÉ

Dans le cadre du projet de revitalisation des friches de la zone des coteaux B, Monsieur MOLOZAY qui a acheté plusieurs terrains dans cette zone a émis le souhait de pouvoir acquérir les parcelles communales suivantes :

Section 5 n°57 d'une contenance de 18 a 78 Route de Lessy (Terrain)

Section 5 n°67 d'une contenance de 11 a 68 Impasse des vergueuyes

Section 5 n°184 d'une contenance de 2 a 17 Impasse des Clautes

Section 5 n°83 d'une contenance de 31 a 61 Rue des Tonneliers

M. BRABLÉ donne lecture du courrier de France Domaine indiquant la valeur vénale de ces terrains qui a été estimée à 150 € l'are pour la parcelle n°57, et à 75 € l'are pour les parcelles 67, 83 et 184.

Il explique que M. MOLOZAY a décidé d'acquérir dans cette zone un certain nombre de parcelles attenantes afin de pouvoir y implanter de la vigne. Ce qui s'intègre parfaitement dans notre projet de mise en place d'un PAEN sur ce périmètre. Les parcelles ci-dessus désignées faisant partie du domaine privé de la commune, rien ne s'oppose à la vente.

Mme PALUCCI précise qu'à notre demande, quatre experts de l'INAO se sont rendus sur les lieux afin de déterminer si la zone pourrait être classée en AOC. Nous sommes dans l'attente d'une décision.

M. NICOLAY pense que si rien ne s'oppose à la vente des parcelles représentant sur le plan les routes et sentiers de l'ancienne AFUA, il reste réservé quant à la vente immédiate de la parcelle 57 qui était jusqu'à présent louée et qui ne forme pas une unité foncière avec les autres parcelles acquises par M. MOLOZAY. Il précise que d'autres viticulteurs pourraient être intéressés et que l'on ne doit pas donner l'exclusivité.

Mme PALUCCI explique que d'autres viticulteurs ont été approchés et qu'ils ne semblent pas intéressés par cette partie au sud de la route de Lessy. Elle ajoute que M. MOLOZAY est en négociation afin d'acquérir les parcelles 68 et 69 ce qui permettrait de créer une unité foncière avec la parcelle 57 et les autres parcelles.

M. QUINIO demande s'il peut être ajouté une clause dans les actes de vente effectués avant l'implantation du PAEN précisant que les acheteurs s'engagent pendant 10 ans à utiliser ces parcelles comme parcelles agricoles.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

➤ **accepte** la vente de la totalité des parcelles ci-dessus désignées à M. MOLOZAY aux prix indiqués par France Domaine.

➤ **autorise** le Maire à signer l'acte de vente

Adopté à l'unanimité.

6) OBJET : BIBLIOTHEQUE – DIVERS POINTS

Rapporteur : Monsieur le Maire

a) **Dissolution de l'association Lire à Scy et reprise de la gestion de la bibliothèque par la commune**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée l'historique de la bibliothèque.

Depuis très longtemps, Scy-Chazelles a encouragé la lecture publique (1^{ère} subvention en 1862). La paroisse puis le foyer des jeunes ont, au cours des décennies, continué cette mission jusqu'en 1985, date à laquelle, un projet en liaison avec les enseignants et les parents d'élèves permet l'ouverture d'une Bibliothèque Centre Documentaire (BCD) dans des locaux dédiés au sein de l'école. En septembre 1989, la commune signe une convention avec le Conseil Général de la Moselle afin d'optimiser le fonctionnement de la bibliothèque en l'incluant dans le réseau départemental des bibliothèques relais. Cette convention ouvre droit au prêt de livres par la Bibliothèque Départementale de Prêt (BDP), à l'octroi de subventions, permet de bénéficier de formations spécialisées, etc. ...

Le 20 novembre 1989, la commune a confié par convention la gestion de la bibliothèque à l'A.S.S.E. "Les Dauphins" dont les statuts ont été modifiés en 2005 pour devenir l'association "Lire à Scy".

Au fil du temps, il est apparu comme évident qu'à terme, la gestion ne pourrait plus être assurée par l'association, faute de bénévoles. En effet, le temps requis qui tend à s'alourdir régulièrement par la part administrative (~ 1 300 heures/an pour l'équipe, sans compter les temps de formations) et les compétences spécifiques demandées sont des obstacles à ce type de bénévolat.

Deux membres essentiels de l'association, présentes dès la création de la BCD, Mesdames FRAUCIEL et DILLER ayant souhaité pour des raisons personnelles ne plus consacrer autant de temps à la bibliothèque à partir de 2012, il a donc été envisagé de longue date, en liaison avec M. le Maire, Mmes GAUGIN, Adjointe en charge des animations et MULLER, Directrice Générale des Services, dans l'optique d'une gestion pérenne, la reprise de la gestion par la municipalité en régie municipale directe.

Cette reprise deviendra effective au lendemain de la dissolution de l'association Lire à Scy qui interviendra le mercredi 13 juin 2012.

La reprise de cette gestion au plan comptable par la municipalité répond également à un souhait de la Division de la Lecture Publique et des Bibliothèques du Conseil Général de la Moselle (DLPB) qui désire une implication plus grande des villes dans la gestion des bibliothèques.

L'équipe actuelle de gestion et d'animation de la bibliothèque, Mmes DILLER, FRAUCIEL, LEON et ANTONIADIS, en place depuis 2001, a assumé avec professionnalisme cette mission jusqu'à cette dissolution. A partir de cette date elles n'interviendront qu'en tant que simples bénévoles pour apporter une aide très ponctuelle à la responsable qui sera nommée afin que la transition puisse se faire en douceur. En effet, la charge de travail étant très lourde, il faudra envisager dans un proche avenir la création à minima d'un demi-poste.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **accepte** la dissolution de l'association Lire à Scy.

Adopté à l'unanimité.

b) Convention de partenariat pour le développement de la lecture publique entre la commune et le conseil général de la Moselle

Le Département a concrétisé par un Schéma Départemental des Services de Lecture Publique (SDSLP) une nouvelle politique de développement de la lecture publique sur le territoire mosellan.

Afin de formaliser les nouveaux modes d'interventions départementales, le Conseil Général propose la signature d'une nouvelle convention qui engagera chaque partenaire sur des bases concrètes et réalistes permettant de poursuivre un partenariat efficace qui lie les deux collectivités depuis la création de la bibliothèque à Scy-Chazelles (1^{ère} convention signée en septembre 1989).

Pour l'application du SDSLP, La commune de Scy-Chazelles est rattachée au Pôle Départemental de Lecture Publique de METZ. Les nouvelles conventions de partenariat déclinent les engagements réciproques des communes et du Département selon les quatre axes stratégiques qui structurent la nouvelle politique départementale :

Axe 1 : Favoriser le développement ou la mise à niveau des services sur les territoires

Axe 2 : Améliorer l'offre et la qualité des services de lecture sur les territoires

Axe 3 : Permettre l'égalité d'accès de tous les Mosellans aux services de lecture et promouvoir les bibliothèques

Axe 4 : Accompagner les bibliothèques par des services territorialisés adaptés

Il est précisé que la bibliothèque de Scy-Chazelles répond aux minima demandés par le SDSLP : Conditions de gratuité, nombre d'heures d'ouverture, budget d'acquisition, etc. ...

Par ailleurs, la signature de cette convention permettra à la bibliothèque de Scy-Chazelles d'emprunter auprès de la Division de la Lecture Publique et des Bibliothèques (DLPB) Pôle de METZ, des documents audio et vidéo, auxquels elle n'avait pas accès jusqu'à présent.

Rappel : Le Conseil Général a lancé le 2 avril 2012, un site web de la lecture en Moselle : MOSELIA, module de recherche fédérée qui intègre le catalogue de la bibliothèque de Scy-Chazelles permettant ainsi à tout un chacun de rechercher un document, de prendre connaissance des manifestations culturelles organisées par les bibliothèques du territoire, de lire des critiques ou de faire partager un coup de cœur ainsi que beaucoup d'autres services encore... Ce site dispose également d'une entrée professionnelle à l'usage des personnels des bibliothèques pour la gestion des prêts DLPB (1 500 documents / an), la réservation de livres, CD et DVD ou d'expositions, les propositions et inscriptions aux formations, la communication sur les animations dans votre bibliothèque, etc.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **autorise** le Maire à signer la convention avec le Département et les avenants à intervenir.

Adopté à l'unanimité.

c) Nomination d'un responsable de la bibliothèque

Dans le cadre de la dissolution de l'association Lire à Scy et de la signature de la nouvelle Convention de partenariat avec le Département, il convient de nommer à la gestion et l'animation de la bibliothèque un responsable référent ayant une formation initiale spécialisée pour la gestion des bibliothèques. Ce responsable devra être de préférence titulaire.

Mme SZUMIGALSKI a suivi la formation dispensée par l'Association des Bibliothécaires de France (1997/1998) et étant le seul agent titulaire de la bibliothèque se voit nommée responsable de l'animation et de la gestion de la bibliothèque.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **décide** de nommer Mlle SZUMIGALSKI responsable de la gestion et de l'animation de la bibliothèque.

Adopté à l'unanimité.

d) Création d'une régie de recettes et nomination d'un régisseur

La régie de recettes constitue une exception à la règle selon laquelle le responsable du Trésor, chargé de la gestion des comptes de la commune a seul qualité pour encaisser des sommes revenant à cette dernière.

Le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962, portant règlement général sur la comptabilité publique qui prévoit le principe de la séparation des fonctions entre ordonnateurs et comptable, autorise, par dérogation, l'intervention des régisseurs pouvant être chargés, pour le compte des comptables publics, d'opérations d'encaissement ou de paiement.

Cette procédure est organisée pour les articles R 1617-1 à R 1617-18 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

La dissolution de l'association Lire à Scy ne permet plus l'encaissement des recettes d'inscription et de photocopies à la bibliothèque, il convient donc de créer une régie municipale et de nommer un régisseur.

M. le Maire propose donc pour des raisons pratiques évidentes de nommer Mme SZUMIGALSKI Nathalie, Régisseur titulaire

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **nomme** Mlle SZUMIGALSKI régisseur titulaire pour l'encaissement des recettes d'inscription et de photocopies à la bibliothèque.

Adopté à l'unanimité.

e) Attribution d'une indemnité de régisseur

Il convient d'allouer l'indemnité de responsabilité à Mlle SZUMIGALSKI (Indemnité prévue par l'arrêté du 28 mai 1993 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 en fonction du montant moyen des recettes mensuelles)

Régie de recettes régisseur titulaire : 110 € annuel.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **décide** d'attribuer à Mlle SZUMIGALSKI la somme de 110 € par an comme indemnité de régisseur.

Adopté à l'unanimité.

f) Tarifs des cotisations

Monsieur le Maire propose de maintenir les tarifs des droits d'inscription.

TARIFS TOUT PUBLIC applicables à compter du 14 juin 2012

	Habitants de Scy-Chazelles	Habitants Autres Communes
Moins de 18 ans	Gratuit	Gratuit
Adultes	5,00 €	7,50 €

Le 29 juin 2010, le Conseil Municipal a voté la gratuité pour les moins de 18 ans, les étudiants, les demandeurs d'emploi et les bénéficiaires du RSA (sur justificatif).

M. le Maire propose que la gratuité soit étendue à toute personne bénéficiaire d'une pension d'invalidité ou d'une Allocation Adulte Handicapé (sur justificatif).

M. le Maire propose également qu'une année d'abonnement à la bibliothèque soit offerte à tout nouvel habitant venant faire son inscription sur les registres de la population en mairie.

TARIFS SCOLAIRES

Dans le cadre du prêt aux scolaires, diverses prestations sont assurées par Madame SZUMIGALSKI : accueil des groupes, recherches personnalisées pour les enseignants, encadrement de certains ateliers.

Monsieur le Maire propose que ces services soient gratuits pour les classes à compter de la rentrée scolaire 2012.

INTERNET

Gratuité sous condition d'inscription à la bibliothèque

IMPRESSIONS

Une imprimante est à disposition, le coût de l'édition par feuille s'élève à :

Noir et blanc : 0,20 € Couleur : 0,80 €

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **décide** de maintenir les tarifs énumérés ci-dessus.

Adopté à l'unanimité.

7) OBJET : EMBAUCHE D'ANIMATEURS OCCASIONNELS POUR LES ANIMATIONS ESTIVALES 2012

Rapporteur : Madame GAUGIN

Madame GAUGIN propose à l'Assemblée d'accepter une augmentation de 5 % sur la rémunération des animateurs recrutés pour la période estivale. Les rémunérations n'ont pas été augmentées depuis plusieurs années.

Animateur BAFA

52.50 € brut/j

Indemnité de nuitée dans les locaux : 15.75 € brut/j

Indemnité pour la journée de préparation : 52.50 € brut

Indemnité de diplôme de secourisme : 3.15 € brut/j

Stagiaire BAFA

42 € brut/j

Indemnité de nuitée dans les locaux : 15.75 € brut/j

Indemnité pour la journée de préparation : 42 € brut

Indemnité de diplôme de secourisme : 3.15 € brut/j

Sans diplôme BAFA

31.50 € brut/j

Indemnité de nuitée dans les locaux : 15.75 € brut/j

Indemnité pour la journée de préparation : 31.50 € brut

Indemnité de diplôme de secourisme : 3.15 € brut/j

Mme GAUGIN précise que cette année encore deux animateurs seront embauchés et qu'ils possèdent le BAFA.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **décide** d'augmenter la rémunération des animateurs saisonniers comme susdit.

Adopté à l'unanimité.

Mme GAUGIN informe que Mlle COOL Laetitia, adjoint d'animation 2^{ème} classe titulaire, vient d'obtenir le diplôme du BAFA et qu'elle a réussi l'écrit de l'examen d'adjoint d'animation 1^{ère} classe. On est dans l'attente des résultats de l'oral.

Le Conseil Municipal félicite Mlle COOL pour l'obtention de son BAFA.

8) OBJET : URBANISME – MAJORATION DE 30 % DES REGLES DE CONSTRUCTIBILITE – DECISION A INTERVENIR

Rapporteur : Monsieur BRABLÉ

La loi du 20 mars 2012 qui majore automatiquement de 30 % les droits à construire (la mesure ne s'applique qu'aux demandes de permis et déclarations déposées avant le 1^{er} janvier 2016), dans les communes dotées d'un plan local d'urbanisme, d'un plan d'occupation des sols ou d'un plan d'aménagement de zone a été publié. Il s'agit d'augmenter les possibilités de construction dans les zones déjà constructibles. Les communes concernées doivent agir rapidement si elles souhaitent s'y opposer.

La consultation du public est obligatoire.

Dans les 6 mois suivant la publication de la loi, les communes doivent mettre à la disposition du public une note d'information présentant les conséquences de l'application de la majoration sur leur territoire. Le public dispose d'un délai d'un mois pour formuler ses observations. Le conseil municipal précise lui-même les modalités de consultation du public et l'en informe huit jours avant. Il peut s'agir d'une mise en ligne du dossier de consultation ou d'une présentation au cours d'une réunion publique. Les observations du public sont recueillies et conservées.

La synthèse des observations du public est présentée par le maire au conseil municipal. Cette synthèse est tenue à la disposition du public. Un avis en précisant le lieu doit être affiché et éventuellement publié au recueil des actes administratifs. La majoration est applicable automatiquement huit jours après la date de la séance au cours de laquelle la synthèse des observations du public a été présentée au conseil municipal ou au plus tard à l'expiration d'un délai de 9 mois à partir de la promulgation de la loi.

Le délai minimal pour l'entrée en vigueur de la majoration à compter de la publication de la loi est donc d'un mois et demi : le public est prévenu 8 jours à l'avance de l'organisation de la consultation ; cette consultation dure un mois ; la présentation de la synthèse des observations du public a lieu huit jours après la fin de ce mois de consultation. En tout état de cause, quelle que soit la date de la consultation, la majoration est automatique 9 mois après l'entrée en vigueur de la loi soit le 21 décembre.

Ainsi, la commune doit délibérer pour prévoir que la majoration ne s'appliquera pas du tout ou qu'elle ne s'appliquera que sur une partie de son territoire. La délibération contraire à la majoration peut être adoptée à l'issue de la séance de présentation de la synthèse des observations du public.

La commune peut revenir à tout moment sur sa décision et mettre fin à l'application de la majoration (il faut une délibération et une consultation du public).

M. le Maire précise que Metz Métropole, par l'intermédiaire de l'AGURAM, propose de rédiger les mémoires qui seront présentés à la population. Metz Métropole a également mis en place un calendrier de réalisation.

Il informe que la commission d'urbanisme s'est prononcée contre cette majoration qui ne s'appliquerait, d'après la loi, que sur la partie du ban situé hors ZPPAUP.

M. QUINIO demande à ce que chacun donne son avis sur le sujet afin que la population connaisse la position du conseil municipal avant de donner son avis. De son côté, il est contre cette majoration. Il s'appuie sur une étude de l'INSEE qui parle d'une évolution de la population messine en 2030 de 5000 habitants, ce qui est fort peu. Cela va contre le vote de la densification qui est une décision, à son avis, plus lié au territoire de l'Île de France, qu'à l'ensemble du territoire français. Et qu'il ne voit pas pourquoi la loi exclut le périmètre des ZPPAUP. Il estime que si l'on accepte la majoration de 30 % sur le bas du village, il faudrait aussi l'imposer sur le haut du village dans un souci d'équité.

M. le Maire est également contre cette loi qui fait de Scy-Chazelles, un village à 2 vitesses entre les terrains sis en ZPPAUP et les autres. De plus, la presse s'est fait l'écho d'un grand nombre de logements inoccupés dans l'agglomération. Les programmes en cours sont déjà excessifs.

M. TISON pense que c'est une loi faite pour la région parisienne au profit des promoteurs. Elle ne peut s'appliquer à Scy-Chazelles sans remettre en cause tous les efforts qui ont été déployés jusqu'à présent liés à l'environnement et au maintien de la qualité architecturale du village.

M. le Maire propose un vote de principe et précise que ce point sera à l'ordre du jour du prochain conseil. Les membres présents se déclarent contre la majoration de 30 %.

M. BRABLÉ revient sur le point mis à l'ordre du jour de cette séance et propose de mettre le mémoire à disposition du public au secrétariat de mairie et d'en avertir la population par l'intermédiaire du tableau d'affichage électronique ainsi que du site de la commune. Il précise que la consultation doit intervenir avant le 20 septembre.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **entérine** la proposition de Monsieur BRABLÉ concernant les modalités de consultation de la population.

Adopté à l'unanimité.

9) OBJET : JURY CRIMINEL 2013

Rapporteur : M. NICOLAY

En vue de dresser la liste préparatoire de la liste annuelle, la commune doit tirer au sort publiquement, à partir de la liste électorale, un nombre de noms triple de celui fixé à l'article 2 de l'arrêté du 19 avril 2011 soit 6 noms.

Pour 2013, le nombre de jurés est fixé dans le département à 803.

Ce nombre est reparti par commune ou communes regroupées proportionnellement au tableau officiel de la population : Commune de Scy-Chazelles 2 jurés

Comme les années précédentes, il est procédé publiquement au tirage au sort de 6 noms à partir de la liste électorale en vue de la formation du jury criminel pour l'année 2013.

Mme RIDACKER Marie-Rose	9 rue de Moulins	Scy-Chazelles
M. WELTER Bernard	14 rue des Buissons	Scy-Chazelles
Mlle LEMOINE Coralie	67 Voie de la Liberté	Scy-Chazelles
Mme BROCHARD Estelle	13 rue Saint Vincent	Scy-Chazelles
M. BRUCY Laurent	148 Voie de la Liberté	Scy-Chazelles
M. ROLAND Marc	55 Voie de la Liberté	Scy-Chazelles

10) OBJET : GrDF – REDEVANCES 2012

Rapporteur : Monsieur DHIOS

a) Redevance de fonctionnement R1

Monsieur DHIOS rappelle que la redevance de concession R1 a pour objet de faire financer les dépenses annuelles de structure, supportée par l'autorité concédante pour l'accomplissement de sa mission au titre du service public de la distribution de gaz.

Différents paramètres sont pris en compte dans la formule de calculs tels que la population, la longueur des canalisations, la durée de la concession et différents index.

Pour 2012, la redevance R1 est de 1 462 €.

b) Redevance d'Occupation du Domaine Public

L'occupation du domaine public pour les ouvrages de gaz donne lieu au paiement d'une redevance. Elle est réévaluée chaque année en fonction du dernier index ingénierie connu au 1^{er} janvier de l'année concernée.

Pour 2012, cette redevance s'élève à 508 €.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **autorise** le Maire à procéder à l'encaissement de ces sommes

Adopté à l'unanimité.

11) OBJET : DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Rapporteur : Monsieur BRABLE

Monsieur BRABLE informe le Conseil que le Maire n'a pas fait application du droit de préemption urbain pour les biens suivants :

Terrain bâti	section 3 n°167	62 Voie de la Liberté
Terrain bâti	section 8 n°181 et 292/180	39 chemin des Mages
Terrain bâti	section 8 n°211	10 chemin des Mages

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

prend acte de la décision du Maire de ne pas faire application du droit de préemption urbain pour les biens cités ci-dessus.

Adopté à l'unanimité.

12) OBJET : DIVERS

A. PRESENTATION DE L'ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET MICRO-CRECHE – VALIDATION DE L'APS

Rapporteur : Monsieur NAVROT

Monsieur NAVROT rappelle les objectifs initiaux, à savoir :

1. un local micro-crèche + association
2. une surface de 200 m²
3. un coût global de 600 K€ (2 K€/m²)
4. un bâtiment « passif » et non BBC
5. une mise en service pour septembre 2013

Les résultats des études de niveau ESQUISSE sont les suivants :

- ❖ un local micro-crèche + association
- ❖ une architecture globalement appréciée
- ❖ une surface de 200 m²
- ❖ des réflexions à creuser sur les équipements énergétiques (panneaux, PAC, isolation, éoliennes ...)
- ❖ une étude de sol complémentaire demandée
- ❖ une estimation des travaux seuls qui seraient de l'ordre de 800 K€ HT.

Résultats des études de niveau APS :

- un sol de très mauvaise qualité : fondations renforcées et plus coûteuses (+60 K€ HT)
- des équipements énergétiques très coûteux
- un coût travaux de près de 800 K€ HT (+ 375 K€ desurcoût).

Les membres de la commune réunis à cette occasion décident de faire des choix afin de réduire les coûts :

1. suppression du local associatif
2. réduction de la surface à 160 m²
3. réorientation de nos objectifs énergétiques :
 - ➔ priorité aux équipements énergétiques impactant la consommation : isolation extérieure, triple vitrage, PAC eau-eau, ventilation double flux...
 - ➔ renonciation aux équipements énergétiques produisant de l'énergie : panneaux solaires et/ou photovoltaïques, éoliennes.

Au final :

- une micro-crèche seule de 160 m² sécurisant le coût de l'opération
- un bâtiment extrêmement bien isolé donc économe mais sans label passif car ne produisant pas d'énergie
- un coût estimé à 487 K€ au lieu des 425 K€ HT initialement incluant un surcoût obligatoire lié aux fondations.
- Un coût global opération de 650 K€ TTC au lieu de 600 K€ TTC.

Il précise que viendront en déduction bien évidemment les subventions obtenues.

M. NAVROT demande au conseil de bien vouloir valider ou non les nouveaux objectifs.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **valide** les nouveaux objectifs ci-dessus énumérés.

Adopté à l'unanimité

B. STATUES TSERETELI

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY rappelle que la Fédération de Russie a offert à la Maison de Robert Schuman une sculpture constituée de 4 statues représentant M SCHUMAN, ADENAUER, MONNET et DE GASPERI, pères fondateurs de l'Europe. Le Département a contacté la commune car il aurait souhaité que cette sculpture soit mise en place à l'extérieur de la Maison de Robert Schuman, dans la commune.

Plusieurs endroits ont été évoqués car le volume de l'ensemble sculptural est très important. Après plusieurs réunions et concertation avec l'ABF, le lieu envisagé est sur le terrain de la chapelle Saint Quentin, derrière la place de l'Europe.

Monsieur NICOLAY montre des photos qui simulent l'implantation afin que l'on puisse se rendre compte du volume et de la hauteur du projet vu depuis le domaine public.

Après de nombreuses discussions, il s'avère qu'il s'agit de l'endroit le mieux adapté pour accueillir ces sculptures.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **donne** un accord de principe quant à l'emplacement choisi.

Adopté à l'unanimité.

C. INFORMATIONS

Rapporteur : Monsieur DHIOS

a) Mois des climats cités

Cette année Metz Métropole a lancé l'opération « apéro énergie » qui se déroulera de mi-juin à mi-juillet. 3 ateliers sont proposés, le premier s'adresse aux moyens de réduire la consommation en eau, en chauffage, en énergie électrique etc... L'opération consiste à recevoir à son domicile entre 5 et 15 voisins sous la même forme que les « réunions Tupperware ».

L'opération a été présentée au cours des 3 conseils de quartiers et 3 candidats se sont actuellement manifestés.

Metz Métropole et un technicien de l'ALEC assurent la logistique (apéro, matériel de démo etc..) Madame GAUGIN présentera cette opération au sein des associations. Une info est parue dans le Républicain Lorrain ce jour.

b) Transport à la demande (TAD)

Metz Métropole organise une réunion d'information sur le sujet salle de l'Esplanade le jeudi 28 juin à 19 h 00. Cette nouvelle formule de desserte suburbaine et de transport sur réservation sera mise en application début septembre 2012.

SCY-CHAZELLES, le 31 mai 2012

La secrétaire de séance
Suzanne FLORI

le Maire
Jacques STRAUB